

Contribution aux débats du CDFN de la FSU d'avril 2024

Face à l'extrême droite et l'ordo-libéralisme Plus que jamais, donner de l'espoir

La paix maintenant.

La situation à Gaza ne cesse de s'aggraver. Les Gazaoui-es vivent, ou plutôt survivent, dans une situation intenable. Les exactions de l'armée israélienne, les bombardements contre les hôpitaux ou les lieux les plus densément peuplés, la famine organisée par le blocus doivent cesser. Il est impératif qu'un cessez-le-feu soit effectif et que s'ouvre un véritable processus de paix reconnaissant les droits du peuple palestinien et mettant fin à la colonisation sioniste.

Les gouvernements occidentaux, en premier lieu le gouvernement français, ne peuvent plus continuer à se voiler les yeux. C'est un génocide qui est en cours.

Le syndicalisme doit apporter toute sa solidarité avec les victimes palestiniennes, exiger la libération des prisonnier-es politiques palestinien-nes et des otages israélien-nes et appeler à des sanctions contre Israël et à ce que les bourreaux soient traduits devant la justice.

Dans le même temps, la guerre continue aux portes de l'Europe. L'impérialisme de Poutine est un danger pour le monde entier et, une nouvelle fois, notre syndicalisme doit apporter toute sa solidarité au peuple ukrainien et aux voix pour la paix qui tentent de s'exprimer en Russie. Là encore, la paix ne se fera que par des solutions politiques et la voie de la diplomatie. Les relents bellicistes de Macron ne font

qu'alimenter les récits mensongers de Poutine et n'apportent aucune aide au peuple ukrainien.

Enfin, le monde entier voit poindre la possibilité du pire avec le retour de Trump aux affaires aux États-Unis. Ce serait notamment une victoire pour l'impérialisme de Poutine face à une Ukraine délaissée, comme pour l'extrême droite israélienne qui serait au contraire appuyée.

Partout, partout ils avancent

Dans ce climat international dégradé, l'extrême droite est partout à l'offensive. Les derniers résultats des élections législatives au Portugal montrent sa poussée dans toute l'Europe, même dans les pays ayant connu une dictature fasciste au siècle dernier. Face à l'ordo-libéralisme et à une social-démocratie totalement discréditée, une partie des travailleurs et travailleuses se laissent séduire par le discours de l'extrême droite. A trois mois des élections européennes, en France le RN est déjà donné comme « gagnant » du scrutin. De la même manière, les instituts de sondages ne cessent de rappeler que Marine Le Pen parviendrait en tête à l'élection présidentielle de 2027. L'urgence pour le syndicalisme de dénoncer son imposture sociale n'est plus à prouver. Le mouvement syndical a montré sa capacité à être audible depuis la réforme des

retraites et, uni, il peut être un contre-feu contre le libéralisme et l'extrême droite.

La résistance s'organise, avec le lancement officiel le 4 avril d'une coalition contre le racisme systémique et pour les libertés publiques, réunissant de façon inédite les syndicats FSU-CGT-Solidaires, des organisations du mouvement social comme Attac et le DAL, des collectifs antiracistes des quartiers populaires et des intellectuel·les.

Effectivement, des lueurs d'espoir et des actions unitaire existent.

Féministes, radicales et en colère

Les très fortes manifestations du 8 mars, avec une présence syndicale importante, dans le cadre de la grève féministe montrent que la jeunesse, le monde du travail, notre camp social a intégré que les droits des femmes font partie du combat pour une société plus juste. Et il reste beaucoup à faire. Par exemple, l'égalité professionnelle est un sujet qui ne peut en rester à de simples effets d'annonce, tout doit être mis en œuvre pour contraindre les employeurs à une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans le monde du travail, y compris dans les différentes Fonctions publiques.

De longues années de combats féministes ont permis une victoire importante avec l'inscription de l'IVG dans la constitution. Victoire idéologique d'abord car les tenants de la réaction ont été empêchés, par l'évolution de la société, de développer leur discours rance comme ils l'avaient fait contre le mariage pour tout·es. Victoire qui nécessite maintenant notre vigilance pour que ce droit soit effectif et que les moyens soient donnés aux hôpitaux, aux associations féministes, au planning familial... pour que ce ne soit pas, comme le droit opposable au logement, uniquement un droit théorique.

Enfin, cette victoire donne de l'élan pour poursuivre les combats pour les droits et l'égalité femmes-hommes. Elle démontre que la persistance et la ténacité dans les luttes permettent de gagner.

Urgence pour la planète et contre leur politique de classe

Alors même que la France devient championne du monde de l'enrichissement des plus riches, le gouvernement, droit dans ses bottes, continue sa politique de classe : cadeaux aux plus riches, exonérations patronales en tout genre d'un côté et de l'autre, réductions des droits sociaux, nouvelles attaques contre les chômeurs et chômeuses, coupes claires dans les services publics, gel des salaires et du point d'indice, poursuite de l'inflation sur les produits les plus indispensables, crise du logement... qui sont toujours plus insupportables pour des millions de salarié·es et de privé·es d'emploi.

Le gouvernement est constant dans son discours :

- Les chômeur·ses sont des fraudeur·es, il faut donc les contrôler plus. Pour ce faire, il annonce le triplement des contrôles avec le chiffre vertigineux de 1,5 million de chômeur·ses contrôlé·es par an.
- Les chômeur·ses sont des fainéant·es, il faut donc les forcer à travailler. Pour ce faire, il crée France travail dont le seul objectif est de contraindre les chômeur·ses et « aider les entreprises pour satisfaire ses besoins ».
- Les chômeur·ses sont des profiteur·euses, il faut donc baisser leur droit. Le gouvernement annonce un triple cocktail mortifère : baisse de la durée d'indemnisation, durée de travail plus longue pour ouvrir un droit et la fin du principe 1 jour travaillé 1 jour indemnisé.

Ce récit dessert les intérêts des salarié·es, des agent·es, car le seul levier pour valoriser le travail c'est l'augmentation des salaires et des traitements.

Ce que le gouvernement ne fait pas en tant qu'employeur en poursuivant sa politique du gel du point d'indice. Ce qu'il ne promet pas non plus dans sa politique économique en ne conditionnant pas aides et exonérations à des NAO (négociations annuelles obligatoires) se

calant sur l'inflation, et en ne réinstaurant pas l'échelle mobile des salaires.

La bataille contre cette nouvelle réforme de l'assurance chômage concerne l'ensemble des travailleur·ses.

Ce gouvernement est en guerre contre l'État providence et contre le modèle social qui prévaut en France depuis la mise en œuvre du programme du CNR de 1944.

Il est en guerre contre le bien commun au profit d'intérêts privés et ultra minoritaires.

Après le décret supprimant 10 milliards d'euros au budget de l'État pour 2024, Bercy annonce 20 milliards supplémentaires d'économies à trouver en 2025.

La crise de l'hôpital public est un symptôme criant du modèle libéral, avec des services publics dégradés et minimalistes que seuls les plus pauvres sont obligés de fréquenter, faute de moyens pour accéder aux services proposés par le privé, largement financés par de l'argent public cependant. Ce modèle s'étend de plus en plus, via les coupes budgétaires drastiques : éducation, services publics territoriaux, ... La grève du 19 mars, même si elle n'a pas été à la hauteur des besoins en termes de grévistes et de manifestant·es, était une première étape dans la nécessaire défense de la Fonction publique.

La FSU doit permettre la construction de cadres unitaires pour porter une autre répartition des richesses, le rétablissement de l'ISF, la taxation des produits financiers et le renforcement de la Fonction publique.

Face à cette injustice, les colères existent. Mais là aussi, il faut leur permettre de construire des débouchés progressistes et écologistes. La réponse du gouvernement reste jusqu'ici uniquement répressive face aux mouvements qui dénoncent le modèle capitaliste, comme le font les mouvements sociaux ou écologistes. Cette répression prend des formes de plus en plus violentes, comme le rappelle le triste anniversaire de la manifestation de Sainte Soline.

De son côté, la colère agricole a été confisquée par la FNSEA représentante de l'agrobusiness et la Coordination rurale « syndicat » poujadiste et proche de l'extrême droite, alors même que les paysannes et paysans réclament de pouvoir vivre dignement de leur travail. L'urgence d'une politique agricole respectueuse de la biodiversité, des sols et de productions peu consommatrices en eau va de pair avec l'urgence de rompre avec tous les traités de libre échange qui empêchent les paysan·nes de vivre dignement de leur travail. La planification écologique est une nécessité et ne peut être une variable d'ajustement des politiques libérales face aux colères qu'elles engendrent. Elle ne se fera pas sans un service public fort, sans règles sociales et environnementales réellement appliquées, à l'inverse de l'abolition de toute contrainte prônée par le patronat, l'agrobusiness et reprise par le gouvernement et par la nouvelle PAC Européenne.

L'école en crise refuse le tri social

Le passage d'Amélie Oudéa Castera au ministère de l'Éducation nationale aura eu au moins une utilité. Elle y a rappelé la volonté de la bourgeoisie de l'entre-soi et du séparatisme scolaire portée par l'enseignement privé, et permis ainsi de mettre dans le débat public le financement massif de l'enseignement privé par l'argent public.

Plus que jamais, nous devons exiger la fin du dualisme scolaire et la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'enseignement privé. Ce serait l'aboutissement logique de la large campagne unitaire initiée par la FSU sur ce sujet.

Cela est d'autant plus nécessaire que le service public d'éducation va mal... très mal avec l'effondrement de la protection de l'enfance et une justice des enfants instrumentalisée au profit de la répression.

La mobilisation construite dans le 93 met en lumière la situation inacceptable que vit ce département, ségrégué scolairement et socialement. Ici, encore plus qu'ailleurs, il faut un véritable choc des moyens pour permettre au département le plus pauvre de France

hexagonale de bénéficier d'une école émancipatrice pour toutes et tous les élèves. Et pour cela, les seuls moyens n'y suffiront pas, il s'agit de construire une vaste mobilisation contre le choc des savoirs. Dans plusieurs départements des actions, y compris de grève, se sont construites dans un cadre unitaire. Leur visibilité et leur multiplication est un enjeu majeur. C'est pour cela que le service public d'éducation doit avoir un plan d'urgence pour redonner les moyens à la formation, l'éducation, la prévention spécialisée, la protection de l'enfance et la justice des enfants.

Le choix politique du gouvernement est bien de renforcer le tri social des élèves en détruisant le collège unique, en l'organisant dès l'école primaire, grâce aux évaluations nationales généralisées, pour préparer les groupes de niveau, affaiblissant les contenus scolaires pour les élèves les plus en difficulté majoritairement issu-es des familles populaires. Dans le même temps la multiplication d'une individualisation forcenée des apprentissages, la transformation de la formation et la mise sous tutelle des pratiques enseignantes organisent la prolétarisation des personnels.

La mobilisation, particulièrement forte dans les collèges, montre que les personnels ne sont pas dupes et qu'ils et elles veulent défendre un modèle scolaire radicalement opposé à celui du gouvernement, défendant la mixité sociale et scolaire, permettant aux élèves de construire un parcours scolaire émancipateur. La FSU a entamé un travail avec les parents et notamment la FCPE car le choc des savoirs touche avant tout les usager-es. Les mobilisations départementales de parents d'élèves qui refusent le tri de leurs enfants sont de forts points d'appuis qu'il faut amplifier partout en organisant des réunions d'échanges parents/enseignant-es car le rôle des parents sera déterminant dans la mobilisation.

Dans le même sens, nous devons œuvrer à accentuer encore la mobilisation en partageant très largement dans la population notre analyse syndicale de ce changement de paradigme éducatif tout en mettant en avant le

foisonnement de mobilisation et d'initiatives sur le terrain entre parents, enseignant-es, chercheurs et chercheuses. Le gouvernement est très isolé sur ce sujet qui "touche" profondément les citoyen-nes, nous pouvons gagner. Gagner cette bataille, c'est gagner sur le choc des savoirs, c'est gagner sur les moyens pour l'école, c'est gagner la reconnaissance professionnelle des enseignant-es. La grève d'aujourd'hui 2 avril est une nouvelle étape dans la mobilisation. Nous devons poursuivre et envisager dès maintenant ses suites au-delà du soutien aux reconductions locales, nouvelle journée de grève nationale en mai, et la perspective de la reconduire rapidement ensuite, organisations de meetings sur l'École que nous voulons, manifestation à Paris et/ou en pôles régionaux... La FSU, première fédération à l'Éducation nationale, doit vite proposer à l'intersyndicale nationale un plan d'actions au retour des prochains congés comprenant un appel à la grève et à sa reconduction sur plusieurs jours.

Aller ensemble vers un Nouvel Outil Syndical !

Dans cette période si particulière où nous cherchons à faire émerger une voix différente de celles libérales ou d'extrême droite, plus que jamais il faut donner de l'espoir. Cet espoir passe par un travail syndical entre les organisations syndicales de transformation sociale vers la construction d'un nouvel outil syndical. La période qui s'ouvre est intéressante. Les rencontres avec la CGT et Solidaires se multiplient. Le travail engagé pour l'instant avec la seule CGT pourrait s'ouvrir encore davantage avec le congrès de Solidaires et permettre ainsi le dépassement de nos organisations. Le but est bel et bien de réunir ces organisations dans leur intégralité dans une structure nouvelle, plus forte, et non pas de rassembler autour de la CGT des parties d'autres organisations, pour renforcer le syndicalisme partout où il est présent et pour l'implanter là où il est absent.

La dynamique actuelle est un moteur important pour construire un attelage syndical qui entraîne derrière lui la gauche sociale et politique.